Guîtres : finances de la commune

Commune · Gironde (33) · 1 665 habitants · tranche 500 à 1 999 habitants · comptes 2025

Pour l’exercice 2025, Guîtres affichait un encours de dette de 1,3 M€, soit 800 € par habitant, une épargne brute égale à 4,8 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 18,7 ans.

Dette par habitant
800 €
1,3 M€ au total

Capacité de désendettement
18,7 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d’épargne brute
4,8 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
851 € / hab.
1,4 M€ au total

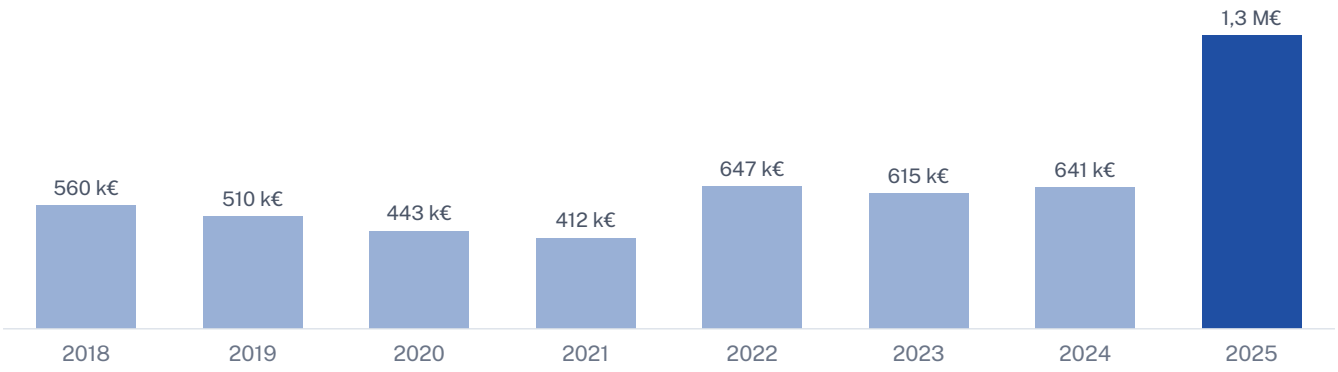
Les comptes de la commune en clair

Comptes consolidés de l’exercice 2025 publiés par l’OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 11 237 communes de 500 à 1 999 habitants (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n’est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d’être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	851 €	un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	57,9 %	493 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Lui reste-t-il de l’argent en fin d’année ?	4,8 %	43 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas. Repère : vigilance sous 10 %, alerte sous 7 % (usage d’analyse financière, non réglementaire) (Sous le seuil d’alerte).
Est-elle endettée ?	800 €	un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille. Repère : plafond national de référence de 12 ans de capacité de désendettement pour les communes (Au-delà du plafond).
Investit-elle ?	700 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Combien rapportent les impôts locaux ?	473 €	un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 560 k€ en 2018 à 1,3 M€ en 2025 (+138 %). Valeur la plus basse : 412 k€ en 2021.

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	560 k€	9,4 %	4,5 ans	172 k€
2019	510 k€	20,6 %	1,9 ans	251 k€
2020	443 k€	21,9 %	1,5 ans	243 k€
2021	412 k€	12 %	2,5 ans	361 k€
2022	647 k€	9,2 %	5 ans	418 k€
2023	615 k€	13,9 %	2,9 ans	896 k€
2024	641 k€	-2,9 %	—	1 M€
2025	1,3 M€	4,8 %	18,7 ans	1,2 M€

Comparée à ses communes jumelles

Indicateur	Guîtres	Médiane des jumelles	Écart
Dette par habitant	800 €	455 €	+75,7 %
Impôts locaux par habitant	473 €	442 €	+7,1 %
Frais de personnel par habitant	493 €	314 €	+56,9 %
Investissement par habitant	700 €	239 €	+192,8 %
Taux d'épargne brute	4,8 %	14,4 %	
Capacité de désendettement	18,7 ans	4,2 ans	

Jumelles : Saint-Hilaire-lez-Cambrai (59), Folembray (02), Montournais (85), Châtenois (88), Saint-Estèphe (33), Lécluse (59), Rieux-en-Cambrésis (59), Dannes (62), Lannoy (59), Tournehem-sur-la-Hem (62). Insee (taille, évolution, âges, revenu) ; comptes OFGL.

Le mandat 2020-2026 en chiffres

Indicateur	2019	2025	Évolution	Médiane dép.
Habitants	1 618	1 665	+2,9 %	+2,7 %
Dette par habitant	315 €	800 €	+154 %	−21,9 %
Impôts locaux par habitant	442 €	473 €	+6,9 %	+26,4 %
Frais de personnel par habitant	369 €	493 €	+33,6 %	+19,4 %
Taux d'épargne brute	20,6 %	4,8 %	−15,8 points	−4,9 points
Capacité de désendettement	1,9 ans	18,7 ans	+16,9 ans	−0,1 an
Investissement cumulé 2020-2025, par habitant		2 497 €		1 545 €

Comptes consolidés OFGL 2019 et 2025 ; médiane : évolution médiane des communes du département. Une évolution ne juge pas la gestion.

Qui vit ici

Indicateur	Guîtres	Comparaison
Habitants (2023)	1 631	−3,5 % depuis 2012 (département : +13,9 %)
65 ans ou plus (2023)	20 %	département : 20,2 % · France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2024)	8,9 pour 100 habitants	département : 4,6
Salariés du secteur privé (2025)	112	+10,9 % depuis 2015
Élèves des écoles (rentrée 2025)	149	−27,7 % depuis 2015
Indice de position sociale des écoles (2024-2025)	91,3	France : 105,8

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d'élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

720 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; la commune compte 420 emplois, soit 62 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	Département	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	0,7 %	0,8 %	1,3 %	1,2 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	6,2 %	7,7 %	6,6 %	8,4 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	13,7 %	21,9 %	20,1 %	16,5 %
Professions intermédiaires	27,3 %	27,4 %	26,4 %	22,5 %
Employés	33,6 %	25,5 %	26,1 %	40,5 %
Ouvriers	18,5 %	16,8 %	19,5 %	10,8 %

Professions les plus exercées par les habitants : Gironde (33)

Profession	Habitants (environ)	Part
Secrétaires, employés de la bureautique	11 720	1,6 %
Infirmiers en soins généraux salariés	10 810	1,4 %
Aides-soignants	10 770	1,4 %
Ouvriers de la viticulture et de l'arboriculture fruitière	10 430	1,4 %
Enseignants titulaires du primaire	9 610	1,3 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	9 380	1,3 %
Autres employés d'aide à domicile et accueillants familiaux	8 570	1,1 %
Ouvriers du nettoyage	8 480	1,1 %
Employés de la fonction publique (secrétariat, gestion, comptabilité)	8 050	1,1 %
Agents de service des établissements de santé	8 020	1,1 %
Maîtrise et techniciens des autres services administratifs	7 550	1 %
Ingénieurs et cadres d'études, recherche et développement de l'industrie	7 520	1 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Gironde (33)) : 67 045 au moins, dont 47,1 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Viticulteurs, arboriculteurs	5 761	32,4 %
Agriculteurs	3 840	54,7 %
Aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration	2 992	30,5 %
Agents d'entretien de locaux	2 620	49,4 %
Serveurs de cafés restaurants	2 562	54,6 %
Employés de libre service	2 055	21,7 %

Métier	Projets	Difficiles
Professionnels de l'animation socioculturelle	1 883	47,9 %
Aides à domicile et auxiliaires de vie	1 764	77,2 %
Aides-soignants	1 608	53,1 %
Cuisiniers	1 457	66,2 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l'État verse pour les investissements

Indicateur	Guîtres
Subventions d'investissement de l'État accordées (2018-2025)	541 k€ pour 11 projets
Par habitant	325 € (communes de même taille : 210 € ; département : 155 €, médianes)
Part du coût des projets payée par l'État	18,9 %
Aides de l'ADEME (conventions depuis 2021)	aucune aide publiée

Année	Dotation	Projet	Subvention
2024	DSIL	Deuxieme tranche de la renovation thermique et energetique du complexe sportif des gueytines - le dojo	50 000 €
2023	DETR	création de 2 terrains de tennis	25 935 €
2025	DETR	Creation d'une aire pour un equipement sportif	18 146 €
2024	DETR	Requalification du mur de soutenement longeant l'avenue de l'isle dans le cadre de l'amenagement de garages communaux en cellules commerciales	13 768 €

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l'Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.